

# PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION CLIMATIQUE INTERNATIONALE DU QUÉBEC – VERSION 2018

RAPPORT ET ANALYSE DE SONDAGE



Ibra Ndoye

Bastien Cloarec

Mark Purdon

4 juin 2018

## RÉSUMÉ

*À l'occasion de la CdP-21 qui s'est tenue à Paris en 2015, le gouvernement du Québec s'est engagé à mobiliser 25,5 millions de dollars canadiens pour soutenir des actions visant à lutter contre les changements climatiques dans les pays francophones les plus vulnérables aux impacts climatiques. L'engagement du gouvernement du Québec a abouti au lancement en 2016 du Programme de coopération climatique internationale (PCCI).*

*Dans le but d'identifier les moyens par lesquels le Québec pourrait assurer la complémentarité et la coordination du PCCI avec les autres initiatives de financement climatique international, l'Institut québécois du carbone (IQCarbone) a mené un sondage en 2018 auprès de plusieurs représentants d'organisations luttant contre les changements climatiques. Ce rapport analyse et synthétise les résultats du sondage. Il s'appuie également sur un rapport similaire publié par IQCarbone en 2017, lequel concluait que le programme manquait de visibilité au sein des pays ciblés. Pour remédier à ce manque de visibilité, deux stratégies avaient été proposées, soit l'implication des acteurs locaux et le développement de leurs capacités organisationnelles et de gestion.*

*Ce rapport poursuit et complète l'analyse précédente. En dépit de la petite taille de l'échantillon sur lequel s'appuie la nouvelle analyse, on constate qu'il est encore nécessaire de faire de la sensibilisation dans les pays francophones. Les réponses aux questions ouvertes du sondage ont permis d'identifier quelques pistes d'amélioration du PCCI, soit l'ouverture du programme aux collaborations avec les gouvernements des pays ciblés, le renforcement des fonds du programme et l'élargissement de la portée du programme. Reposant sur des données limitées, les conclusions présentées sont préliminaires. Elles pourraient faire l'objet d'une étude plus approfondie dans le futur.*

## INTRODUCTION

À l'occasion de la CdP-21 qui s'est tenue à Paris en 2015, le gouvernement du Québec s'est engagé à mobiliser 25,5 millions de dollars canadiens pour soutenir les actions visant à lutter contre les changements climatiques dans les pays francophones les plus vulnérables aux impacts climatiques. L'engagement du gouvernement du Québec a notamment abouti au lancement en 2016 du Programme de coopération climatique internationale (PCCI). En 2017, le PCCI a déployé 10 millions de dollars canadiens pour la réalisation d'une première série de 14 projets. Le gouvernement du Québec examine actuellement les demandes d'aide financière reçues dans le cadre du second appel à projets, lancé à la fin de l'année 2017 (MRIF 2017).

Afin d'identifier les moyens par lesquels le Québec pourrait assurer la complémentarité et la coordination du PCCI avec les autres initiatives de financement climatique international, l'Institut québécois du carbone (IQCarbone) a mené un sondage auprès de plusieurs représentants d'organisations luttant contre les changements climatiques. Ce rapport analyse et synthétise les résultats du sondage. Il s'appuie également sur un rapport similaire publié par IQCarbone l'année dernière (Rochon et al., 2017), lequel concluait que le programme manquait de visibilité au sein des pays ciblés. Pour remédier à ce manque de visibilité, deux stratégies avaient été proposées, soit l'implication des acteurs locaux et le développement de leurs capacités organisationnelles et de gestion.

Ce rapport de recherche est basé sur un échantillon restreint. L'analyse indique cependant qu'il est encore nécessaire de faire de la sensibilisation dans les pays francophones. En outre, les réponses aux questions ouvertes du sondage nous ont permis d'identifier quelques pistes d'amélioration du PCCI, soit l'ouverture du programme aux collaborations avec les gouvernements des pays ciblés, le renforcement des fonds du programme et l'élargissement de la portée du programme.

## BILAN DE LA PREMIÈRE SÉRIE DE PROJETS DU PCCI

À l'issue de son premier appel à projets lancé en novembre 2016, le gouvernement du Québec a débloqué en 2017 près de 10 millions de dollars canadiens pour la réalisation de 14 projets dans le cadre du PCCI (MRIF 2017). Les projets sélectionnés à la suite du premier appel ciblent principalement l'Afrique subsaharienne. Les pays impliqués sont notamment le Mali, le Niger, Madagascar, le Togo, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, la Guinée et le Sénégal. Les Antilles sont ciblées à travers Haïti par 3 projets, et l'Afrique du Nord est ciblée à travers le Maroc par un projet (voir Carte). En outre, la durée des projets sélectionnés est de 3 ans (MDDELCC 2018).

Les projets sélectionnés visent à renforcer les capacités de résilience et d'adaptation aux changements climatiques des pays qu'ils ciblent. Ils portent sur les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, l'agriculture, la foresterie et la gestion des matières résiduelles. À titre d'exemples, un projet au Bénin vise l'amélioration de la résilience des entreprises agricoles et une initiative de coopération régionale et internationale au Sénégal vise l'adaptation des Îles du Saloum aux changements climatiques (MDDELCC 2018).

Les projets sélectionnés reposent sur la collaboration entre des organisations québécoises et des organisations locales. La plupart des organisations subventionnées sont à but non lucratif ou proviennent

du milieu universitaire. On retrouve également des entreprises spécialisées dans les questions environnementales, des organisations intergouvernementales et des cabinets de conseil.

Le PCCI accorde à chaque projet une aide financière maximale de 1 million de dollars. Sur les 14 projets sélectionnés, 9 ont reçu des fonds compris entre 500 000 et 1 million de dollars canadiens et 5 ont reçu des fonds inférieurs à 500 000 dollars canadiens.

CARTE : LOCALISATION DES PROJETS SELECTIONNES EN 2017



Source : carte conçue à l'aide de Mapchart.net

## MÉTHODOLOGIE DU RAPPORT

Pour étudier les possibilités d'évolution du PCCI, IQCarbone a contacté 77 individus représentant des organisations luttant contre les changements climatiques. Ces individus ont été invités à répondre à une série de questions sur le PCCI, et ce afin de recueillir leurs impressions sur la première série de projets sélectionnés et sur le PCCI dans sa globalité (voir Annexe). IQCarbone a participé à la CdP-23 pour rendre compte des meilleures pratiques en matière de coordination entre le programme PCCI et les autres programmes déjà existants. À l'occasion de la CdP-23, des entretiens préliminaires sur le PCCI ont été conduits avec des représentants d'organisations luttant contre les changements climatiques. Ces derniers ont également été invités à participer à un sondage en ligne sur le PCCI.

Sur les 77 individus contactés par IQCarbone, seuls 11 ont participé au sondage. Les implications de ce faible taux de réponse sont discutées en conclusion. La plupart des individus qui ont répondu au sondage (6 sur 11) représentent des organisations à but non lucratif. Parmi les organisations représentées, on retrouve également une agence gouvernementale, une institution académique, une organisation régionale, une organisation privée et une organisation de la société civile ayant une couverture nationale. Toutes les organisations représentées travaillent exclusivement en Afrique subsaharienne, à l'exception d'une dont les activités sont internationales. Il est à noter que toutes les organisations représentées s'intéressent à

l'adaptation aux changements climatiques et que 8 d'entre elles s'intéressent à l'éducation et au renforcement des capacités. Le développement des affaires est la seule activité qui n'intéresse aucune des organisations représentées (Tableau 1).

**TABEAU 1 : CENTRES D'INTERET DES ORGANISATIONS AYANT PARTICIPE AU SONDAGE**

Centres d'intérêt	Nombre d'organisations intéressées / 11
Résilience et adaptation aux changements climatiques	11
Renforcement des capacités / Éducation	8
Réduction des émissions de GES	5
Transfert de technologies	5
Les négociations internationales sur le changement climatique	4
Financement de projets / programmes	3
Recherche	3
Développement des affaires	-

*Légende : Le tableau ci-dessus ordonne les centres d'intérêt des organisations, de l'activité qui suscite le plus l'intérêt des organisations à l'activité qui le suscite le moins.*

## VISIBILITÉ DU PCCI : PEU DE PROGRÈS

Le PCCI est peu visible dans les pays visés par le programme. Sur l'échantillon sondé, 64% des répondant-e-s ont indiqué de ne pas être familiers avec les projets sélectionnés et 82 % ont indiqué être insatisfait-e-s de l'information diffusée au sujet du programme. En effet, presque tous les répondants à ce sondage avaient avoué qu'ils étaient peu ou pas familiers avec le PCCI.

Le faible niveau de visibilité du programme a fait en sorte que seul un petit nombre de répondants était assez familier avec les projets financés par le PCCI pour offrir des commentaires à leurs propos. Ainsi, un répondant en particulier a souligné que les projets sélectionnés étaient utiles, mais qu'il était nécessaire de faire des échanges d'expériences avec d'autres organisations francophones. Un autre répondant a affirmé que les premiers projets sélectionnés ne répondaient pas assez aux besoins en renforcement des capacités des pays francophones, dans la mesure où l'Afrique francophone peinait encore à obtenir des financements. Il apparaît à travers les réponses des répondants qu'il est nécessaire de faire une révision des principes régissant le PCCI.

## OUVRIRE LE PCCI : COLLABORER DAVANTAGE AVEC LES ACTEURS LOCAUX

Bien que 30% des répondants se disent satisfaits du programme et que plusieurs reconnaissent que le PCCI est remarquable par le fait qu'il cible le travail de terrain, 50% des répondants soutiennent que le programme pourrait renforcer sa collaboration avec les acteurs locaux déjà présents sur le terrain. Les réponses permettent d'identifier les types d'acteurs locaux avec lesquels les répondants souhaiteraient que le PCCI collabore.

D'abord, plusieurs répondants demandent que les gouvernements des pays ciblés soient davantage impliqués. En effet, pour reprendre les termes d'un des répondants, le PCCI devrait « intégrer le gouvernement dans l'évaluation des projets qui sont mis en œuvre par les organisations de la société civile ». Pour un autre répondant, « il faudrait que la mise en œuvre des projets du PCCI se fasse de façon conjointe avec les gouvernements et que cela entre dans les priorités du plan d'action national ».

Les appels à l'ouverture du PCCI aux collaborations avec les gouvernements locaux peuvent être mis en parallèle avec les récentes idées produites par les chercheurs travaillant sur la gouvernance et le développement : les acteurs du développement international devraient s'abstenir de recourir aux solutions toutes faites et s'orienter vers l'adoption de solutions adaptées aux contextes nationaux (Grindle, 2011). En effet, les réformes ont plus de chances de réussir lorsqu'elles sont cohérentes avec les préférences des gouvernements nationaux (Srivastava and Larizza, 2013).

Les répondants réclament également l'ouverture du PCCI à d'autres acteurs. Ainsi, selon un répondant, il faut « travailler avec les organisations de la société civile des pays bénéficiaires en partenariat actif avec leurs gouvernements pour réduire le conflit entre la société civile et le monde de la politique ». Un autre répondant ajoute qu'il « faut aussi essayer de créer une plateforme d'acteurs autour de ce programme pour faciliter la synergie d'action, la complémentarité avec d'autres programmes ». Un autre répondant encore pense qu'il faudrait « organiser des [événements parallèles] lors des [CdPs] afin de lier des partenariats avec les autres programmes au niveau des pays d'intervention directement ». Un des répondants en particulier se distingue par le fait qu'il demande à ce qu'on mette l'accent « sur les petites entreprises à vocation responsable ».

En dépit de la petite taille de l'échantillon, plusieurs suggestions pertinentes pour améliorer l'impact du Programme ont été fournies. L'implication des acteurs locaux étatiques et non étatiques apparaît être une condition nécessaire à l'amélioration des performances du PCCI.

## FONDS DU PCCI : RENFORCER LE FINANCEMENT

En ce qui concerne la facilité d'accès aux fonds du PCCI, les répondants n'ont pas formé de consensus. Bien que 30 % des répondants se soient dit satisfaits du financement obtenu et que 20 % d'entre eux se soient abstenus de répondre, une majorité de 50 % des répondants ont affirmé que le PCCI pourrait faire l'objet d'un financement plus généreux de la part du MDDELCC.

Un des répondants qui soutient qu'il est difficile d'avoir accès aux fonds du PCCI explique que les choses sont compliquées « pour les organisations du Sud qui ne sont pas affiliées aux droits canadiens d'installation ou de reconnaissance officielle en statut de loi canadienne ». Un autre répondant quant à lui souligne que la soumission des projets en ligne facilite l'accès aux fonds.

Les répondants soulignent également que le PCCI produirait de plus grands résultats si les fonds alloués et la durée des projets étaient revus à la hausse. C'est en ce sens qu'un répondant fait remarquer que « le financement est intéressant pour le déploiement de projets pilotes », et qu'un autre soutient « qu'on peut toujours améliorer les montants des financements pour avoir un plus grand impact ». Un des répondants questionne l'efficacité de l'allocation des fonds et affirme qu'il « serait souhaitable d'utiliser environ 33%

des ressources allouées pour plus d'actions et de projets complémentaires et pour motiver les experts et les chercheurs à produire plus de résultats ».

La problématique de la suffisance des fonds alloués aux projets renvoie à la notion de la diversification des fonds que l'on retrouve souvent dans la littérature scientifique portant sur la finance climatique internationale. En effet, de l'avis de plusieurs chercheurs, les projets mis en œuvre dans les pays en développement devraient tirer une partie de leur financement du secteur privé. Le soutien du secteur privé permettrait notamment de financer les projets qui ont une plus grande envergure (Afful-Koomson, 2015).

## SOLUTIONS POTENTIELLES

### Améliorer la visibilité du PCCI

L'amélioration de la visibilité du PCCI au sein des pays ciblés par le programme devrait être une priorité pour les gestionnaires du programme. Parmi les options qui méritent d'être explorées, on retient l'utilisation plus intensive des médias traditionnels et la mise en place d'une campagne de diffusion d'information utilisant des infolettres. Un répondant signale d'ailleurs que « l'information doit être accessible et disponible sur des supports simples pour les pays de l'Afrique de l'Ouest surtout, notamment les organisations de la société civile intervenant dans les zones rurales ».

Il a aussi été suggéré de rapprocher physiquement l'information disponible sur le PCCI des populations qui pourraient en bénéficier. Le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) pourrait prendre davantage d'initiatives pour faire la promotion du PCCI dans les pays francophones. Le MRIF pourrait par exemple réfléchir avec ses représentations en Afrique (les bureaux de Dakar et d'Abidjan) sur les moyens de rapprocher l'information sur le PCCI des populations d'Afrique francophone. Une dernière solution serait la mise en place de forums lors des grandes rencontres internationales permettant la concertation et la coordination des gouvernements et acteurs des pays africains avec ceux du Québec. L'ensemble de ces mesures rendrait le PCCI plus attractif dans les pays ciblés.

### Améliorer la collaboration avec les acteurs locaux, notamment gouvernementaux.

La participation au PCCI requiert des participants qu'ils complètent un volume considérable de formalités administratives. Une réduction de ces obligations, particulièrement pour les projets et organisations de taille modeste, pourrait améliorer la collaboration de ces acteurs avec le PCCI. Une autre option serait de passer d'une approche *par projets indépendants* à une approche *par programme ou par secteur*, une tendance que l'on observe notamment dans le milieu de la coopération internationale sur la lutte aux changements climatiques (Hermwille, 2014; VCS, 2013).

Il est également important d'orienter les décisions de financement du PCCI de manière à favoriser les solutions adaptées aux contextes nationaux. Il semble judicieux d'adopter des mécanismes qui permettent d'associer systématiquement les gouvernements des pays ciblés à la mise en œuvre des projets sélectionnés. En ce sens, des efforts devraient être faits pour impliquer des acteurs des secteurs privés et publics, ainsi que de la société civile.

## Améliorer le financement du PCCI

Le soutien du Québec aux efforts climatiques internationaux est une contribution bienvenue. Il est naturel de se demander comment le Québec pourrait bonifier ce soutien. La littérature scientifique portant sur la finance climatique internationale recommande la participation du secteur privé au financement des projets mis en œuvre dans les pays en développement, afin de pallier le problème de l'insuffisance des fonds publics qui leur sont alloués (Afful-Koomson, 2015). Des efforts similaires pourraient être consentis afin d'adapter certains éléments du PCCI à la collaboration avec le secteur privé des pays en développement, tout en portant une attention particulière aux défis de gouvernance qu'une telle collaboration soulève (Khan 2005). En attendant les résultats des premiers projets financés par le PCCI et d'autres formes de rétroaction, le gouvernement du Québec pourrait réfléchir à l'expansion du programme sur le long terme s'il veut faire preuve d'ambition.

## CONCLUSION

Le sondage a permis la découverte de pistes d'amélioration du PCCI, notamment grâce à ses questions ouvertes, et ce en dépit de la petite taille de l'échantillon. En réponse notamment à la problématique du manque de visibilité du PCCI identifiée initialement par le rapport publié par IQCarbone l'année dernière, il indique qu'il faut élargir la portée du PCCI. Les réponses fournies par les répondants à ce propos mettent en lumière la nécessité de rapprocher physiquement l'information disponible sur le PCCI des populations qui pourraient en bénéficier.

S'appuyant sur un échantillon restreint, les recommandations présentées dans ce rapport sont issues d'opinions dont on ne peut évaluer la représentativité. Nous pensons néanmoins qu'elles permettent de dresser un état des lieux provisoire des insatisfactions ressenties par les principaux acteurs faisant affaire avec le PCCI. Nous croyons également que le MDDELCC aurait avantage à mener une étude plus approfondie des clients du PCCI.

## RÉFÉRENCES

- Afful-Koomson, Timothy. 2015. 'The Green Climate Fund in Africa: what should be different?', *Climate and Development*, 7: 367-79.
- Grindle, Merilee S. 2011. 'Governance reform: the new analytics of next steps', *Governance*, 24: 415-18.
- Hermwille L (2014) Standardised Baselines: Options to Strategically Advance National Climate Policies, Wuppertal Institute, Wuppertal, Germany.
- Khan MH (2005) Markets, states and democracy: Patron–client networks and the case for democracy in developing countries. *Democratization* 12:704-724.
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie. 2017. 'Le gouvernement du Québec lance le deuxième appel à projets de son Programme de coopération climatique internationale'. [http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/salle-de-presse/communiqués/2017/2017\\_11\\_14](http://www.mrif.gouv.qc.ca/fr/salle-de-presse/communiqués/2017/2017_11_14).
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre le changement climatique. 2018. 'Programme de coopération climatique internationale'. <http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/programmes/coop-climatique-internationale/>.
- Rochon, J., G. Côté-Boucher, and M Purdon. 2017. *Risques et opportunités du programme de coopération climatique internationale du Québec : rapport et analyse de sondage* (Institut québécois du carbone (IQCarbone): Montréal).
- Srivastava, Vivek, and Marco Larizza. 2013. 'Working with the grain for reforming the public service: a live example from Sierra Leone', *International Review of Administrative Sciences*, 79: 458-85.
- VCS (2013) Jurisdictional and nested redd initiative: Summary of technical recommendations., VCS Association., Washington, DC.

## ANNEXE : LISTE DES QUESTIONS DU SONDAGE

1. Type d'organisation (choix multiples)
2. Dans quelle(s) région(s) du monde votre organisation est-elle active ? (choix multiples)
3. Quelles sont les activités reliées au climat sur lesquelles votre organisation se concentre ? (choix multiples)
4. À ce jour, quelle a été votre expérience avec le PCCI ?
5. Êtes-vous familier avec les premiers projets qui ont été sélectionnés sous le régime du PCCI ? Si oui, selon vous, les premiers projets sélectionnés répondent-ils assez aux besoins en matière de renforcement des capacités des pays francophones ?
6. En quoi le PCCI est-il différent des autres programmes de financement internationaux ?
7. Le PCCI a-t-il un côté contraignant pour les gouvernements des pays auxquels il se destine ?
8. Que faudrait-il faire pour que le PCCI ait plus de complémentarité avec les autres programmes de financement internationaux ?
9. Comment jugez-vous l'accès aux fonds du PCCI, par rapport aux autres programmes de financement internationaux ?
10. Que pensez-vous de l'information qui est disponible sur le PCCI ? Est-elle suffisante ? Que faut-il améliorer ?
11. Les fonds alloués par le PCCI vous semblent-ils suffisants pour l'atteinte de vos objectifs ?
12. Avez-vous des commentaires supplémentaires à faire sur le PCCI ?

## À PROPOS D'IQCARBONE

*IQCarbone est un institut de recherche indépendant au Québec. Établi en tant qu'organisme à but non lucratif en 2013, il est accueilli depuis 2016 dans les locaux d'Ouranos, au centre-ville de Montréal. Ses membres et chercheurs associés œuvrent en recherche et diffusion des connaissances sur la décarbonisation, l'atténuation des changements climatiques, et la politique énergétique au Québec, au Canada et à l'international. Offrant des opportunités pour des étudiant-e-s et des chercheurs associé-e-s, IQCarbone s'est rapidement inséré dans la scène de la politique climatique québécoise.*

**Web:** [www.iqcarbone.org](http://www.iqcarbone.org)

**Twitter:** [@iqcarbone](https://twitter.com/iqcarbone)

**Courriel:** [info@iqcarbone.org](mailto:info@iqcarbone.org)

## INFORMATIONS SUR LE DOCUMENT

### Référence exacte

*Ndoye, I., Cloarec, B. et Purdon, M. (2018). Perspectives d'évolution du Programme de coopération climatique internationale du Québec : rapport et analyse de sondage 2018. Institut québécois du carbone (IQCarbone) : Montréal.*

### Droit d'auteur

*Ce document de travail est publié sous une licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 4.0 International. Il peut être librement cité et reproduit à condition d'en mentionner la source. Aucune utilisation de cette publication ne peut être effectuée pour la revente ou pour d'autres fins commerciales.*



*Ce document a pour but de stimuler la discussion au sein du milieu de la recherche et parmi les utilisateurs de la recherche, et son contenu peut avoir été soumis ou sera soumis ultérieurement pour publication dans une revue scientifique. Il a été examiné par au moins un arbitre interne avant publication. Les commentaires sont les bienvenus.*

### Divulgence financière

*Cette recherche fût possible grâce au support financier du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) du Québec.*

### Clause de non-responsabilité

*Toutes opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'Institut québécois du carbone (IQCarbone) ou de ses partenaires.*

## À PROPOS DES AUTEURS

**Ibra Ndoye** est coordonnateur de la recherche à IQCarbone. Il est actuellement finissant à la Maîtrise en Affaires publiques et internationales à l'Université de Montréal, où il a obtenu un baccalauréat en science politique. Il s'intéresse principalement aux relations internationales et à l'analyse des problématiques qui ont une influence considérable sur le développement des pays africains. Dans le cadre de son mandat à IQCarbone, il a étudié les initiatives internationales de la finance climatique, et le Programme de coopération climatique international du Québec en particulier.

**Bastien Cloarec** est étudiant en Maîtrise en environnement et développement durable à l'Université de Montréal et aussi coordonnateur de programme chez IQCarbone. Il s'intéresse particulièrement à l'aménagement, la gouvernance environnementale et les politiques publiques portant notamment sur les changements climatiques. Ses recherches portent en premier lieu sur les pays en développement et plus particulièrement sur le Cambodge et sa capitale Phnom Penh. Concernant son poste chez IQCarbone, Bastien travaille sur l'analyse du marché du carbone nord-américain en étudiant diverses facettes comme l'analyse de la participation aux ventes aux enchères ou encore l'analyse du Fonds vert. Après avoir complété sa Maîtrise à l'UdeM, Bastien souhaite continuer dans le domaine des politiques environnementales.

**Mark Purdon, PhD**, est le directeur général de IQCarbone. Expert des politiques des changements climatiques et de l'économie politique, ses travaux se situent au croisement des politiques publiques, de la politique comparée et des relations internationales. Il est actuellement chercheur invité au Département de science politique de l'Université de Montréal où il enseigne les politiques environnementales comparées, de même que l'environnement et le développement. Il a complété un doctorat en science politique à l'Université de Toronto en 2013 et un cheminement postdoctoral à la London School of Economics en 2014. Ses travaux portent principalement sur l'implémentation des politiques climatiques et de développement en Afrique subsaharienne, en ex-Union soviétique et en Amérique du Nord.